



L'OUTRE-MER

*au cœur du projet
pour la France*



MARINE
Présidente

Notre vision

L'Outre-Mer fait partie intégrante de la France, de son territoire, de son patrimoine, de son histoire, de son peuple. De ce fait, cette France du bout du monde se place naturellement au cœur du projet présidentiel de Marine Le Pen.

Avec 11,2 millions de km², la France dispose du second domaine maritime mondial derrière les Etats-Unis ce qui fait de notre pays, par sa simple géographie et par sa capacité de projection, une puissance mondiale ouverte sur le monde.

Du dynamisme de l'Outre-Mer dépend le rayonnement de la France, sa capacité à prendre sa place de premier plan dans le monde.

On sait peu que Marine Le Pen a fait sa première campagne politique à la Martinique en 1987. De ces expériences humaines extraordinaires, elle a noué des liens quasi familiaux avec l'Outre-Mer, puisqu'elle a choisi Huguette Fatna pour être la marraine de sa fille Mathilde. Ses origines bretonnes qui la prédisposent à regarder vers le large, ont contribué à renforcer cet attachement affectif.

Marine Le Pen
lors de sa première campagne
en Martinique en 1987 aux côtés
d'Huguette Fatna



L'Outre-Mer incarne notre capacité à rester libre

L'histoire récente témoigne de la part éminente prise par l'Outre-Mer dans la liberté de la France lors de la Seconde Guerre Mondiale. Des personnalités comme le gouverneur Félix Eboué qui contribua à rallier les territoires de l'Empire à la France libre en est un exemple. Les exploits du Bataillon du Pacifique de Bir-Hakeim à la libération de la Provence rappellent également à tous combien l'Outre-Mer peut être indissociablement liée à notre idée de la liberté, si chère au cœur de tous les Français.



Un grand ministère d'Etat de l'Outre-Mer et de la Mer

Notre philosophie : l'Outre-Mer, reflet des enjeux métropolitains, doit être la « nouvelle frontière » du prochain quinquennat

L'Outre-Mer n'échappe pas aux problèmes de la métropole :

La souveraineté pleine et entière sur nos ressources : faute de détermination politique, certaines des ressources économiques sont abandonnées à des intérêts étrangers. C'est le cas par exemple avec la pêche, mais aussi avec la mise en concurrence déloyale des grandes filières agricoles antillaises avec le marché latino-américain ;

La maîtrise des frontières réelles extérieures de la France avec une nécessité impérieuse de se doter d'une marine et d'une administration des douanes dimensionnées ;

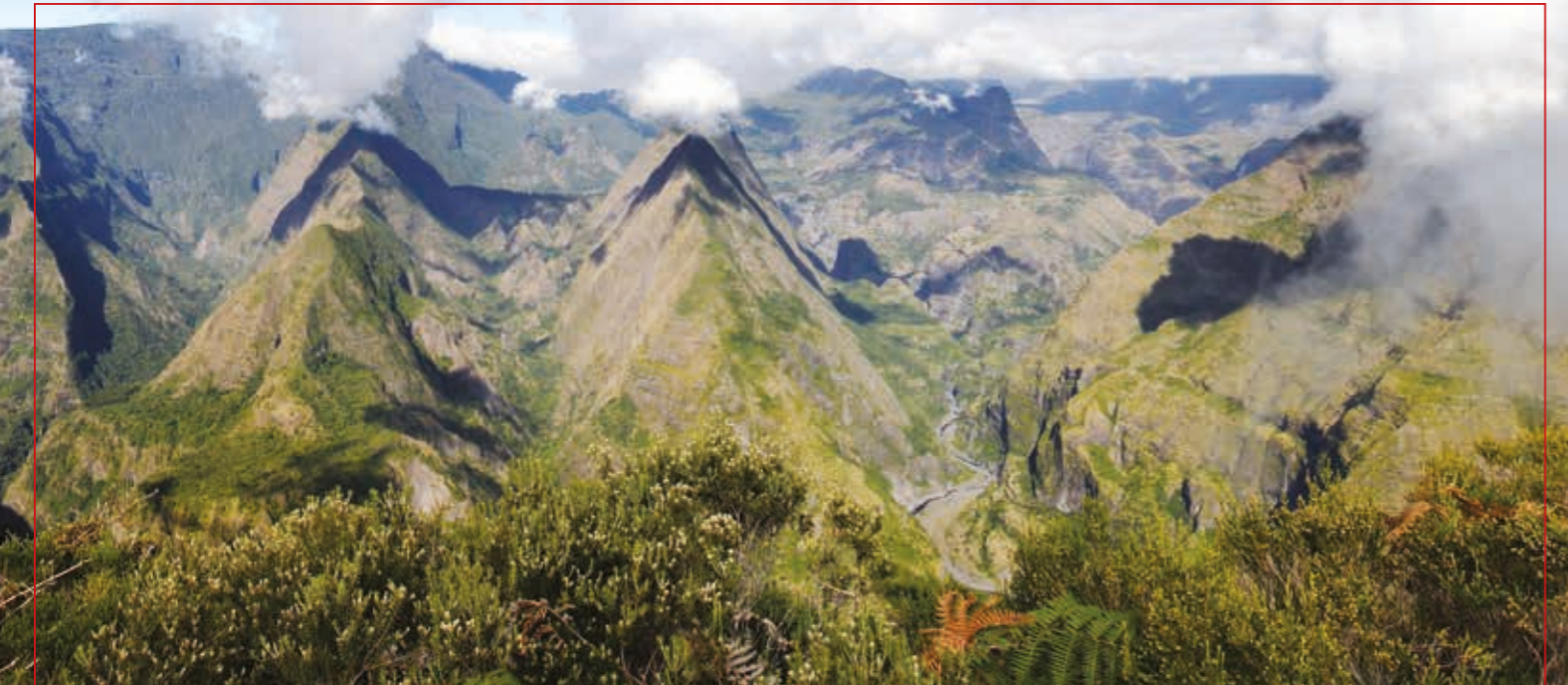
Le chômage qui résulte de politiques économiques sans vision aggravé par un clientélisme qui prive les citoyens de l'égalité des chances

L'insécurité croissante qui menace les personnes, faute d'une politique pénale et carcérale adaptée

Une **immigration** folle qui met en péril les équilibres démographiques et sociaux

Il est urgent d'intégrer l'Outre-Mer au cœur d'un changement politique complet: la France doit affirmer davantage sa dimension maritime dans laquelle se joue son avenir de puissance économique et politique. Les choix pour l'Outre-Mer, notamment budgétaires, ne doivent pas s'envisager comme c'est trop souvent le cas comme une variable d'ajustement des politiques publiques du pays. L'Etat doit faire de la résolution des problèmes de l'Outre-Mer un objectif politique prioritaire.





L'Outre-Mer, attention particulière du chef de l'Etat

La V^e République a fait du Chef de l'Etat le garant des intérêts supérieurs du pays, de l'intégrité et de la continuité du territoire national. A ce titre, il lui revient de veiller à la prospérité et donc au rayonnement de l'Outre-Mer. **Marine le Pen, Présidente, réaffirmera cette vision institutionnelle**, non pas pour interdire aux membres du Gouvernement de s'occuper de ces questions, mais bien au contraire pour souligner toute l'importance que ces territoires revêtent dans la définition des grands objectifs de la politique de la Nation.

Cet intérêt nouveau pour l'Outre-Mer au sein de la politique nationale se manifestera d'abord par un engagement personnel du Chef de l'État : il lui appartiendra donc de **présider, deux fois par an, le conseil interministériel de l'Outre-Mer**. C'est devant ce conseil que les ministres devront rendre compte de leur action pour ce qui a trait à nos territoires ultra-marins. Seul un suivi régulier, par cette instance, de la réalisation par chacun des ministres des engagements du Chef de l'État devant le peuple français, permettra d'éviter que les questions d'Outre-Mer ne s'enlisent dans la routine administrative et ne s'effacent devant les autres urgences de l'action gouvernementale.

“ En conséquence, le ministère de l'Outre-Mer doit donc être placé à **un niveau convenable dans la hiérarchie gouvernementale,**

et non pas systématiquement à la dernière place protocolaire, comme c'est toujours le cas depuis 2007. Il doit constituer un ministère de plein exercice, doté d'attributions effectives : il faut donc revenir sur la politique néfaste, initiée en 2007 et poursuivie après 2012, qui a consisté à le dépeupler au profit du ministère de l'Intérieur, jusqu'à en constituer une simple annexe, et une coquille presque vide.

Outre **le transfert des attributions complètes à un ministre de la Mer**, tant l'évidence géographique nous montre que les mers sous souveraineté française se trouvent d'abord en Outre-Mer, il faudra doter ce ministère de la Mer de compétences élargies qu'il exercera, dans un souci de transversalité, en liaison étroite avec les autres ministères.

Un grand ministère d'Etat est nécessaire pour donner corps à cette ambition

Au cœur de notre projet pour une vraie alternance réside notre volonté d'incarner une continuité politique et territoriale entre la Métropole et l'Outre-Mer. Ce projet sera conduit par un ministre de l'Outre-Mer et de la Mer qui aura rang de ministre d'Etat.

En liaison avec les autres ministères, ce grand ministère, à compétences élargies, interviendra de manière transversale sur tous les sujets importants, assurant ainsi une vraie cohérence aux politiques publiques et une adaptation aux réalités et spécificités locales.

La sécurité : négociations internationales autour de l'espace maritime de la France d'Outre-Mer, gestion des douanes, gendarmerie, forces interarmées présentes dans l'Outre-Mer ;

Le sujet régalien ;

Les projets économiques et sociaux : emploi, investissement, pêche, permis d'explorations, mines, forêts, tourisme, économie « bleue » liée à la mer, politique portuaire ;

L'écologie : préservation des éco-systèmes, recherche scientifique, protection de l'environnement, surveillance ;

Les négociations avec nos partenaires sur la place de l'Outre-Mer dans le cadre du nouveau projet européen ;

Cette gestion reposera sur trois ensembles géographiques destinés à ajuster les politiques publiques aux problématiques locales :

Une zone « Amérique » comprenant la Guadeloupe, la Guyane, la Martinique, Saint-Barthélemy, Saint-Martin, Saint-Pierre-et-Miquelon ;

Une zone « Océan Indien » regroupant la Réunion, Mayotte, les Îles Eparses et les Terres antarctiques et australes françaises ;

Une zone « Océan Pacifique » regroupant la Nouvelle-Calédonie, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et l'Îlot de Clipperton ;



Affirmer la souveraineté de la France sur l'espace ultra-marin

La maîtrise des mers

L'importance stratégique et économique de notre espace maritime ultra-marin n'échappe à personne et suscite des convoitises. La souveraineté de la France doit y être partout maintenue et donc concrètement affirmée.

Le pillage des zones de pêche, le potentiel en termes de ressources naturelles d'avenir, le rang de la France sont autant de défis à relever de toute urgence par la sécurisation visible et efficace de ces espaces considérables et des équilibres démographiques.



**“RIEN DE PLUS LÉGITIME
QUE DE DÉFENDRE
NOTRE PATRIMOINE”**



Renforcer les moyens d'intervention

Reprendre et accélérer les programmes d'équipement de la Marine nationale

La marine nationale doit être renforcée au-delà du renouvellement partiel et très insuffisant de ses bâtiments. Les rapports et les programmes suspendus sine die depuis 2012 (programme BATSIMAR) et les avis des plus hautes autorités de l'Etat-Major exprimés lors de nombreuses auditions par le Parlement, permettent raisonnablement d'envisager le financement de ces moyens de la défense ultra-marine.

Le programme BATSIMAR a plusieurs avantages :

- **une action rapide** : ce programme est déjà bouclé, seulement suspendu, il est donc immédiatement opérationnel
- **un coût maîtrisé** : il s'agit de « bâtiments de surveillance et d'intervention unique » adaptés aux missions de présence sur le territoire maritime français

Compte tenu des alertes pressantes et justifiées de l'Etat-Major de la Marine, **la cadence** de livraison de bâtiments de 2021 à 2024 **doit être accélérée**.

Il convient également de renforcer au plus vite les moyens aéronautiques de patrouille militaire dans l'Océan Pacifique, l'Océan Indien, l'Arctique. Tous les moyens aériens modernes (drones et avions), complémentaires des bâtiments de surface, doivent être évalués et mis en œuvre de façon pertinente en fonction de la réalité de chaque territoire.

Se doter de moyens maritimes et aéronautiques modernes.

Par ailleurs, au-delà de ces mesures immédiates, il convient d'élaborer une nouvelle doctrine d'intervention et une action stratégique :

- **réaliser un audit complet** de l'existant, compte tenu du manque de volonté politique persistant des dernières décennies ;
- **isoler dans la future Loi de Programmation Militaire** les parties relatives à l'effort consenti pour l'Outre-Mer, pour évaluer précisément et s'assurer de l'exécution effective du plan ;
- **créer une direction à l'Etat-Major des Armées en charge des questions spécifiques liées à l'Outre-Mer** (doctrine, capacités, budget) en relation avec le Ministère des Affaires Etrangères.

La maîtrise de nos territoires et des frontières

Il n'est plus possible de laisser ruiner les efforts collectifs de développement de l'Outre-Mer réalisés par l'Etat, l'administration locale et la communauté nationale en général, faute de maîtriser les frontières, les flux migratoires et les trafics en tous genres.

Notre ligne de conduite, c'est la maîtrise absolue des frontières, la fermeté face à tous les trafics, et la continuité dans l'application de la loi entre Métropole et Outre-Mer :

- la maîtrise des frontières, qui prend dans un territoire marin aussi vaste, une dimension cruciale :
 - les investissements cités plus haut dans la Marine Nationale permettent la chasse au pillage de nos ressources halieutiques et l'arraisonnement des bateaux servant à tous les trafics (immigration, narcotrafic) ;

d'autres moyens complémentaires doivent être mis en œuvre.

À Mayotte, compte tenu de la configuration des lieux, **une couverture radar** performante peut être mise en œuvre ;

Dans la zone Amérique, à condition de mutualiser les moyens de la Police Nationale et des Douanes, augmenter **les moyens aériens de surveillance** ; cette lutte au large des territoires doit être accompagnée au sol de mesures de renforcement des effectifs :

- une augmentation des effectifs de la Police aux Frontières (PAF) (évaluée à +50% en Guyane, +100% à Mayotte) ;
- localement en Guyane, un doublement des effectifs du 3ème R.E.I. et de la Gendarmerie nationale ;
- toujours en Guyane, une mise en place de moyens adaptés et supplémentaires d'intervention le long des cours d'eau afin de faire respecter la frontière de la France au contact du Brésil et du Surinam notamment ;
- dans les Antilles, augmenter significativement les moyens de l'Office Central pour la Répression du Trafic Illicite des Stupéfiants (OCRTIS) ;

- enfin, nous prôtons l'implantation partout en Outre-Mer d'écoles de formation aux métiers de la sécurité afin de développer les expertises et le recrutement localement ;
- une action diplomatique énergique doit être entreprise à destination des Comores pour Mayotte, du Brésil et du Surinam pour la Guyane, de Haïti pour les Antilles afin de multiplier les coopérations en matière de lutte contre les trafics et afin d'envoyer un signal sans ambiguïté de maîtrise complète des flux migratoires ;
- nous souhaitons également remettre en place un vrai ministère de la Coopération destiné à prendre en amont les problèmes des flux migratoires : en redessinant une authentique politique de coopération et de développement entre la France et les Etats africains qui le souhaitent pour soutenir leur développement en matière de santé et d'écoles, nous créerons les conditions pour donner aux populations des raisons de s'accomplir dans leurs pays d'origine au lieu de migrer vers l'Outre-Mer français.

la fermeté face à tous les trafics :

- **la reconduction systématique** des clandestins aux frontières : à Mayotte, en 2012, 40% de la population est étrangère, dont 75% sont estimés clandestins. Depuis, la situation ne s'est pas améliorée et les chiffres enflent (220 000 habitants en 2016 contre 180000 en 2012) sans que l'Etat ne se saisisse de la situation ;
- **Un moratoire sur la délivrance des visas pour les ressortissants des Comores**, le temps de stabiliser la situation démographique ;
- **l'augmentation des places de prison** pour lutter contre l'explosion de la délinquance et de la criminalité (Mayotte en particulier, mais aussi la Guadeloupe, Saint-Martin, la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie).
- la continuité dans l'application de la loi selon le principe que les premières victimes de l'insécurité sont nos concitoyens d'Outre-Mer
- **l'application ferme et égale des politiques pénales**, en mettant fin à ce laxisme caractéristique de la France en Outre-Mer, faute de moyens matériels d'une part, mais aussi par désarmement moral et clientélisme
- **la fin du droit du sol** sur l'ensemble du territoire national afin de dissuader sur le moyen-long terme les candidats à l'immigration, en Métropole comme en Outre-Mer. Cette révolution de notre droit de la nationalité est destinée à revaloriser Outre-Mer la fierté de faire partie de la communauté nationale et d'inciter les candidats sincères à la nationalité française à une démarche désintéressée et engagée d'assimilation.

Une grande vision stratégique pour l'économie d'Outre-Mer

Replacer l'Outre-Mer au cœur de l'économie française

Au XXI^e siècle, l'Outre-Mer est la « nouvelle frontière » de la France. L'Outre-Mer n'est pas seulement une zone ultra-périphérique dictée par la géographie et destinée à toutes les expérimentations hasardeuses de stratégies d'assistanat et de clientélisme, ou de « zones franches à la française ». Depuis des décennies, l'invocation de l'Outre-Mer est purement politicienne : faute de vision, elle se concrétise dans les faits par une gestion économique « spéciale » qui manque d'intégration aux ambitions de l'économie nationale.

Notre projet vise trois objectifs :

Construire une économie solide offrant de vraies perspectives de pouvoir vivre et travailler localement sans être obligé d'envisager le départ vers la métropole ou même l'expatriation;

Instaurer une interface locale avec les grandes économies régionales destinée à permettre à la France d'élargir ses potentialités de développement et d'investissement dans le monde entier : l'Outre-Mer doit être la porte d'entrée d'une économie française ouverte sur le monde ;

Faire de la France et notamment de l'Outre-Mer le pôle de référence mondiale pour l'économie de la mer.



Attirer les investissements, une priorité majeure

Le développement des économies ultra-marines nécessite d'attirer des investissements extérieurs. Aux yeux de ces investisseurs potentiels, il est nécessaire de rendre parfaitement identifiable les potentialités de nos territoires, nos atouts et les interlocuteurs publics ou privés intéressants. C'est pourquoi, tous les dispositifs qui ont existés (lois Pons, Perben et Girardin, ZFA, LODEOM) dans la création de **Zones Ultra-Marines Françaises d'Investissement Prioritaire (ZUFIP)** doivent être regroupées.

“ L'Etat stratège **doit agir en Outre-Mer comme en Métropole,**

L'Etat stratège doit agir en Outre-Mer comme en Métropole, en contribuant à orienter judicieusement sur les axes de développement identifiés, en concertation avec les acteurs économiques et les collectivités, l'épargne et la finance via :

- des outils fiscaux stabilisés dans le temps et simples d'utilisation ;
- un allègement des charges sur les entreprises ;
- un crédit impôt-recherche.

Les ZUFIP doivent ainsi permettre :

- de renforcer l'attractivité de l'Outre-Mer ;
- de concrétiser l'implantation de nouveaux investisseurs ;
- d'assurer la relance des secteurs du BTP et du tourisme ;
- de contribuer à la création de nouveaux emplois ;
- d'accélérer la transformation de l'Outre-Mer en base de projection économique de la France dans l'Océan Indien, les Caraïbes, l'Amérique Latine et le Pacifique.

La création de ces zones s'accompagnera :

- de la nomination d'un **haut-commissaire à la coopération économique** nommé par Bercy et susceptible d'être issu du monde de l'entreprise ;
- de la création d'une **Agence Pour les Investissements Privilégiés d'Outre-Mer (APIPOM)** chargée d'assurer depuis la Métropole la promotion de l'arsenal législatif et fiscal des ZUFIP et le suivi des projets réalisés auprès des investisseurs, avec comme objectifs clés :
 - le développement sur le territoire ultra-marin d'entreprises internationales, nationales ou locales
 - la concrétisation de leurs projets d'investissements
 - le renforcement général de l'attractivité économique de l'Outre-Mer

Réformer en profondeur l'octroi de mer

L'octroi de mer est un outil essentiel pour le maintien d'une industrie locale, mais ses effets sont pervers: il est à l'origine du renchérissement de la vie quotidienne et ses recettes ne servent que partiellement au développement de l'économie.

Nous souhaitons ouvrir le débat et **réformer cette taxe en repensant ses modalités et sa finalité**. En particulier:

- introduire une modulation de l'octroi de mer en fonction de la provenance des produits afin de rétablir une continuité entre l'économie de la Métropole et de l'Outre-Mer, en distinguant a minima la provenance des produits selon qu'ils viennent de pays membres de l'Union Européenne ou pas. Idéalement, nous souhaitons étudier la mise en œuvre d'un octroi de mer qui distingue d'un côté métropole et Outre-Mer et de l'autre le reste du monde.
- allouer les revenus de l'octroi de mer au soutien des politiques publiques de l'Etat-stratège et des collectivités locales qui ont le maximum d'effets de leviers sur le développement économique
- organiser un comité de pilotage local dans chaque territoire, composé :
 - des représentants des pouvoirs locaux
 - des représentants de l'Etat régalien
 - d'un directeur des investissements appartenant au ministère d'Etat de l'Outre-Mer et de la Mer,

Cette autorité aurait également pouvoir d'agrément dans les ZUFIP de manière à coordonner les investissements privés et les politiques publiques, et à procéder aux évaluations régulières des dispositifs

Accompagner l'évolution des fonds nationaux transitant par l'Union Européenne

“ Il faut repenser **le rôle de l'Outre-Mer** dans le cadre d'une **Europe des coopérations entre Etats souverains**.

La refonte du projet européen que nous appelons de nos vœux amènera une réorientation de la politique commerciale pour la rendre proche de son projet originel. Ainsi, le cadre européen va être renégocié dans le but de garantir la priorité d'accès aux marchés européens : c'est à cette condition de bon sens que la pérennité des grandes filières agricoles des DROM-COM pourra être assurée.

Les aides perçues par l'Outre-Mer au titre du budget national et/ou européen qui sont essentielles dans l'immédiat doivent être « sanctuarisées ». Elles ont vocation à évoluer de manière progressive vers un accord commercial destiné à revaloriser la part des grandes filières agricoles (banane, rhum, sucre essentiellement) de l'Outre-Mer dans le marché économique de l'Europe des Nations et ainsi protéger leur existence de la concurrence agressive des pays tiers.

Développer une économie prospère de la mer



“ La mer doit être **au cœur du développement économique de l'Outre-Mer**,

notamment en ce qui concerne:

- le **développement des métiers de la mer**: l'Etat-stratège doit jouer un rôle en soutenant la création d'un ou plusieurs grands hubs maritimes en Outre-Mer, destinés à dynamiser le savoir-faire français localement. L'extension du Service Militaire Adapté (SMA) dans le cadre de la Marine Nationale doit y contribuer tout particulièrement ;
- l'**exploitation de la pêche**: la sous-exploitation par nos ressortissants de la zone économique maritime se double de pêches illégales parfois massives. Il faut valoriser les activités de pêche d'entreprises françaises ultra-marines tant par le financement des petits acteurs (TPE / PME) que par l'utilisation intelligente de l'octroi de mer pour filtrer les productions concurrentes ;
- le **tourisme haut de gamme**: le secteur touristique, bien que doté d'atouts naturels exceptionnels, ne dispose pas ou pas assez de structures hôtelières adaptées aux exigences du tourisme international de qualité. Notre projet entend valoriser ce patrimoine naturel et culturel magnifique avec une logique qualitative et respectueuse de l'environnement. Seul un tourisme haut de gamme, consistant en une offre de services variés est à même d'attirer une clientèle à fort pouvoir d'achat. Ce choix d'une politique touristique sélective est susceptible de tirer toute l'économie vers le haut en garantissant le respect des identités locales et des éco-systèmes.



Préparer l'avenir de l'économie française

L'Outre-Mer a un rôle central dans la capacité de la France à rester pionnière dans la recherche mondiale :

- l'**agriculture tropicale** doit poursuivre ses programmes de recherche et développement en construisant pas à pas des pôles d'excellences localisés dans les DROM-COM comme c'est le cas à la Réunion pour la recherche variétale de la canne à sucre à charge pour l'Etat, bien entendu, de la protéger de la concurrence déloyale ;
- l'**industrie de la mer** est notre objectif majeur :

“ **préparer les énergies de l'avenir tirées de la mer nécessite d'investir massivement dans la recherche** ”

sur les ressources maritimes de tous ordres. À ce titre, nous voulons rattacher l'IFREMER au Ministère d'Etat de l'Outre-Mer et de la Mer, en le dotant de nouvelles missions et de nouveaux moyens budgétaires pour coordonner une politique ambitieuse sur le plan scientifique et industriel. De nouvelles campagnes d'exploration des ressources maritimes doivent être menées pour accélérer la recherche et faire de la France à travers l'Outre-Mer le leader mondial des nouvelles technologies de la mer ;

- l'**économie de l'espace** à travers le centre de Kourou doit poursuivre son développement dans le cadre de la coopération européenne, comme cela a été le cas depuis le début du projet ;
- l'**économie du savoir** doit s'installer Outre-Mer aussi à travers un réseau de grandes écoles et d'établissements universitaires de premier plan afin de proposer aux métropolitains et aux ultra-marins des perspectives de carrière dans toutes les zones de l'Outre-Mer ;
- l'**internet** doit faire l'objet de plans d'équipement permettant de supprimer la fracture numérique avec un plan d'installation partout en Outre-Mer. Un réseau déjà vivace de start-ups, notamment à La Réunion, mérite d'être soutenu de manière à enraciner une culture de la créativité dans la révolution digitale.



L'école, un objectif commun pour l'Outre-Mer et la Métropole

Le retard scolaire de l'Outre-Mer

“ **En matière scolaire, les départements et territoires d'Outre-Mer souffrent des mêmes maux que la Métropole,** ”

amplifiés par des conditions géographiques et sociales plus difficiles. Le taux d'illettrisme est plus élevé en Outre-Mer qu'en Métropole, tout comme le taux de décrochage scolaire et de sortie du système sans diplôme.

- Ainsi, en 2013, en France métropolitaine, 3,5 % des 721 000 jeunes hommes et femmes de 17 ans ou plus, de nationalité française, participant à la Journée défense et citoyenneté (JDC) rencontrent de sévères difficultés de lecture et peuvent être considérés en situation d'illettrisme selon les critères de l'Agence nationale de lutte contre l'illettrisme (ANLCI). Dans les territoires ultramarins, cette proportion de jeunes illettrés est presque 4 fois supérieure. Dans un premier groupe de territoires (La Réunion, la Martinique, la Guadeloupe et la Nouvelle-Calédonie), cette proportion varie entre 14 et 18 % ; dans un second groupe (Polynésie française, Guyane, Wallis-et-Futuna), elle varie entre 22 à 29 % pour culminer à 48 % à Mayotte.
- En 2012, en France métropolitaine, 13 % des jeunes qui sont en emploi, au chômage ou inactifs non scolarisés ne disposent d'aucun diplôme ou seulement du Certificat d'études primaires (CEP). Dans les Outre-Mer, cette proportion est beaucoup plus importante. Elle oscille entre 22 et 25 % pour des territoires comme la Nouvelle-Calédonie, la Martinique, la Guadeloupe et La Réunion. Elle varie entre 32 et 38 % pour la Polynésie française, Saint-Martin et la Guyane. La situation de Mayotte est spécifique puisque 63 % des jeunes qui sont en emploi, au chômage ou inactifs non scolarisés sont sans diplôme.

La responsabilité d'une telle situation ? Elle incombe d'abord au ministère de l'Education nationale, qui a transformé l'école depuis trente ans en un « lieu de vie » sans autorité, sans méthode, sans ambition.

Pour améliorer cette situation, il faut commencer par appliquer le même programme en matière scolaire qu'en Métropole. **C'est la première urgence éducative :**

- **retour de l'autorité** et de la discipline ;
- **recentrage énergique des enseignements autour des fondamentaux** de l'instruction publique ;
- **augmentation des heures de français et de mathématiques** à l'école primaire ;
- réduction des horaires consacrés à des activités périscolaires ou ludiques ;
- **interdiction de passer en sixième si on ne sait pas parfaitement lire et écrire** (c'est en grande partie le non-respect de ce principe de bon sens qui détruit le collège, en y rendant les classes ingérables).

Appliquer la priorité nationale au système scolaire

Les ultramarins doivent bénéficier de la priorité absolue au bénéfice du système éducatif français, sans le laisser dégrader par la gestion chaotique d'une immigration clandestine qui rend la situation de terrain parfois ingérable.

À Mayotte, le nombre d'enfants scolarisés est en train d'exploser avec la scolarisation des enfants de clandestins (25% du total des enfants scolarisés sont clandestins). Cette situation nuit profondément à nos compatriotes ultramarins. Cette fuite en avant doit cesser. La France d'Outre-Mer n'est pas un libre-service. La priorité nationale, cela doit valoir aussi pour l'Outre-Mer.

“ À Mayotte, 25 % du total des enfants scolarisés sont clandestins. La France d'Outre-Mer n'est pas un libre-service. ”

Créer les conditions pratiques de l'ascenseur social

Un certain nombre de difficultés sociales spécifiques par rapport à la France métropolitaine ont un impact immédiat sur l'éducation :

- une proportion plus importante d'enfants vit dans des logements exigus et surpeuplés, ce qui peut nuire à la concentration des enfants lors des devoirs à la maison ;
- une proportion plus importante également n'a qu'un seul parent à la maison, ce qui rend le suivi des études forcément plus difficile ;
- enfin, la proportion de parents au chômage est également beaucoup plus grande qu'en Métropole

Pour pallier ces difficultés, sans attendre d'avoir résolu tous les problèmes sociaux, il convient de **favoriser le développement d'internats, dès le niveau du collège**, qui permettront aux jeunes ultramarins d'étudier dans de bonnes conditions, à égalité avec leurs compatriotes métropolitains.

Le financement de ces internats sera assuré par le redéploiement des millions d'euros investis en pure perte dans les activités périscolaires et dans la somptuaire construction d'établissements flambant neufs alors que les bâtiments existants pourraient être rénovés.

“ De la même manière, **les étudiants ultramarins doivent, en métropole, bénéficier notamment d'une priorité d'accès aux logements étudiants.** ”



Le Service Militaire Adapté doit rester un outil privilégié d'insertion professionnelle pour les jeunes en difficulté

Dans le cadre de notre politique de redressement national, les jeunes « décrocheurs » qui risqueraient de tomber dans la délinquance doivent pouvoir trouver dans l'expérience militaire des repères et ainsi repartir du bon pied. L'efficacité de cette disposition est prouvée par l'excellent taux d'insertion professionnelle en sortie du Service Militaire Adapté (SMA).

Il conviendrait de faire monter en puissance et de **rendre progressivement obligatoire le SMA pour les jeunes qui rompent avec le système éducatif**, sous peine de perdre toute allocation.

“ **NE LAISSER PERSONNE SUR LE BORD DE LA ROUTE** ”

L'enseignement professionnel spécialisé

Dans le cadre du redressement économique de l'Outre-Mer, fondé notamment sur le refus du libre-échange suicidaire en matière agro-alimentaire, **les filières agricoles doivent être favorisées.**

La suppression du collège unique va de pair avec la revalorisation de l'apprentissage et des filières professionnelles notamment dans le cadre du développement de la filière maritime.

Ce dispositif doit permettre aux jeunes ultramarins de s'orienter vers des métiers plus en rapport avec leurs aspirations et d'envisager un métier d'avenir dans l'économie ultra-marine.



Spécificités de la politique ultra-marine en Polynésie française

L'immensité de la Polynésie française, son éloignement de la Métropole, son statut hors Union-Européenne, son large degré d'autonomie conduisent à une relation spécifique avec la métropole.

Sans remettre en cause leur attachement à la citoyenneté française, les Polynésiens doivent disposer d'un statut spécifique.

Respecter le statut d'autonomie de la Polynésie française

La place de la Polynésie française est, d'abord, dans la France conformément à la volonté majoritaire des habitants maintes fois exprimée. Il est toutefois légitime qu'un statut particulier de large autonomie puisse garantir le respect de la culture des Polynésiens et des spécificités du pays.

“PRENDRE EN COMPTE LES PARTICULARISMES”

Accompagner le développement économique

La question de la répartition des compétences entre l'État et le Pays doit aussi être réexaminée pour être constamment adaptée aux besoins de la Polynésie et de son développement économique. Celui-ci, en particulier, ne doit pas être entravé par l'application de règles inapplicables ni par des retards excessifs dans la modernisation du droit local.

Dans les domaines de l'éducation et de la formation professionnelle, la Polynésie française doit pouvoir compter, dans le respect de ses compétences, sur un renforcement de l'assistance technique de l'État, dans le cadre de nouvelles conventions financières et techniques.

L'Etat doit s'engager aux côtés de la Polynésie sur deux axes économiques privilégiés :

- Le tourisme qualitatif et haut de gamme, notamment en provenance de Chine, doit jouer un rôle central dans le développement économique de la Polynésie française.
- La Polynésie française doit être accompagnée par l'État dans l'exploitation des formidables potentialités de sa zone maritime : la politique maritime ambitieuse qui sera déterminée au niveau national devra donc être déclinée en Polynésie française, dans le respect des compétences respectives de l'État et du Pays.

Santé : un devoir de solidarité nationale et de reconnaissance

La solidarité nationale doit s'exprimer de manière beaucoup plus juste qu'elle ne l'a été dans le passé, en particulier concernant les indemnisations promises par l'Etat sous le mandat de Jacques Chirac en raison des essais nucléaires. **Depuis 2007, l'Etat n'a cessé de faillir à ses promesses.**

Le coût des infrastructures de santé ne peut être supporté seul par la Polynésie. Un niveau d'égalité en termes de prestations de santé avec la Métropole doit être atteint.

Trois engagements :

- L'inscription dans la Loi organique statutaire de la Polynésie française de l'engagement de la France à indemniser les victimes des essais nucléaires, afin de pérenniser les promesses par le droit .
- l'amélioration significative des mécanismes d'indemnisation des victimes directes des essais nucléaires.
- l'investissement dans les infrastructures de santé pour les amener à la moyenne nationale.

Une politique sécuritaire centrée sur la prévention et la continuité territoriale

Les lois et règlements destinés à rétablir, en France métropolitaine, la sécurité des personnes et des biens doivent être étendus et appliqués sans retard en Polynésie française. **La lutte contre la délinquance doit être menée sans faiblir avec la même détermination qu'en Métropole.**

Concernant la menace islamiste, il faut appliquer une politique préventive en interdisant l'installation de ressortissants français ou étrangers en Polynésie française susceptibles de vouloir faire du prosélytisme, comme cela est arrivé en 2013 avec un projet d'installation de mosquée salafiste.



Spécificités de la politique ultra-marine en Nouvelle-Calédonie

Le respect de l'Accord de Nouméa

Le maintien de la Nouvelle-Calédonie dans la France est le choix que les Calédoniens devraient faire, le moment venu, dans le strict respect de l'Accord de Nouméa. Cet accord doit être pleinement appliqué, dans toutes ses dispositions, et jusqu'à son terme.

Si, à l'occasion des scrutins d'autodétermination qu'il prévoit, les Calédoniens décident de demeurer au sein de la France, alors il faudra leur proposer un statut constitutionnel nouveau, au terme d'une démarche fondée sur de larges discussions politiques, la recherche du consensus et le respect mutuel. Ce statut devra concilier les légitimes aspirations des uns et des autres.

Dans l'attente de l'aboutissement du processus tracé par l'Accord de Nouméa, l'État doit continuer de jouer son rôle d'arbitre impartial dans l'application de l'Accord de Nouméa : il doit donc veiller à ne pas favoriser une solution plutôt qu'une autre et **dialoguer avec tous les partenaires**.

Les missions de l'Etat jusqu'au référendum d'auto détermination

L'Etat doit exercer pleinement ses compétences régaliennes, et d'abord garantir la sécurité des personnes et des biens et maintenir l'ordre public, comme partout sur le territoire national : la violence n'est, pas plus en Nouvelle-Calédonie qu'ailleurs, un moyen de règlement des différends politiques.

L'État doit jouer pleinement le rôle qui est le sien dans l'**accompagnement des projets liés au nickel** et, là aussi, respecter pleinement ses engagements en faveur de la pérennité et du développement des ressources minières du territoire.

De manière plus large, l'État doit continuer d'accompagner la Nouvelle-Calédonie et les provinces dans tous les domaines où il est leur partenaire naturel.



Conclusion

L'Outre-Mer connaît les mêmes maux que la Métropole. Rattachées par une communauté d'histoire et de destin, la France de métropole et celle de l'Outre-Mer sont intimement liées par les choix politiques qui détermineront l'avenir de notre belle nation. L'individualisme, le renoncement, le clientélisme doivent laisser la place à une vision haute et généreuse qui garantisse à chacun une sécurité personnelle et matérielle, une égalité des chances et des possibilités d'épanouissement individuel et collectif.

Le monde attend la France et la France doit se saisir de son destin ultra-marin pour parler de nouveau au monde. Parce que la puissance et le rayonnement viendront de la mer, Marine Le Pen fait de l'Outre-Mer le cœur de son projet pour la France. Avec elle, l'Outre-Mer, dans toute sa diversité, trouvera un destin de premier plan.

La France a eu tant de présidents de la République « terriens » qu'elle pourrait faire demain le choix d'une présidente « Marine ».

